

## La Russie et les élections italiennes : une analyse

### Brèves eurasiatiques (2)

Laurent Coligny, 6 avril 2018

On a entendu parler, aux États-Unis, mais aussi en France, d'une influence russe sur les élections. Et la Russie, en tant qu'acteur international, partenaire ou compétiteur, a été un sujet à part entière lors des débats pendant lesdites élections. En a-t-il été de même en Italie lors des élections du 4 mars 2018 ?

#### *Comprendre la victoire des « Russophiles » en Italie*

On constate que suite à ces dernières élections, ce sont des forces ayant une vision positive de la Russie qui l'ont emporté : le Mouvement 5 Etoiles et l'alliance droite-extrême / droite, de Silvio Berlusconi et de la Ligue du Nord.

Quand on analyse le rapport italien à la Russie, on est vite rappelé à une réalité bien différente de celle d'autres pays occidentaux : au niveau des élites comme des médias et de la population, c'est avec sympathie qu'on regarde Vladimir Poutine. Les médias traditionnels italiens ne sont pas aussi critiques que leurs équivalents allemands ou français quand le locataire du Kremlin est évoqué. Au contraire, la *Rai* n'a pas hésité à diffuser les 4 heures d'interview de Vladimir Poutine par Oliver Stone, sans interruption et sans mise en perspective. Alors que cette interview est connue pour être très favorable au président russe... Quand on prend en compte le fait que les médias dits traditionnels en Italie sont en fait tenus par un grand ami de Vladimir Poutine, Silvio Berlusconi, ce n'est pas particulièrement étonnant.

Dans la classe politique italienne en général, les critiques contre la Russie ne se font pas souvent entendre. Au plus a-t-on pu entendre que Matteo Renzi critiquer, uniquement en privé, l'influence russe en Italie. Romano Prodi lui-même est allé jusqu'à affirmer que « [La Russie et l'Italie sont ensemble comme la vodka et le caviar, une excellente combinaison](#) ». Et les forces qui l'ont emporté pendant ces élections italiennes sont clairement russophiles. Ainsi, le Mouvement 5 Etoiles s'oppose aux sanctions européennes contre la Russie, et soutient l'action du Kremlin en Syrie. En 2016, un de ses spécialistes en politique étrangère, [Manlio di Stefano](#), a affirmé, lors d'un discours en Russie, que la crise en Ukraine était d'abord la conséquence de l'intrusion occidentale dans les affaires russes. Quant à la Ligue du Nord, son chef, Matteo Salvini, est allié jusqu'à signer un accord de coopération avec le parti de Vladimir Poutine, *Russie Unie*, en mars 2017. Cet accord insistait sur le besoin de coopération économique et de renforcement du commerce entre les deux pays. Bien entendu, la Ligue, elle aussi, critique les sanctions contre la Russie.

Mais doit-on mettre cela sur le compte, forcément, d'une influence russe aussi directe que toute puissante ? Cela serait osé. On constate que les « *fake news* » n'ont pas eu besoin d'être mises en avant par des « agents » russes : elles ont été largement utilisées par les militants italiens eux-mêmes. En fait, le problème est plutôt le fait d'activistes politiques peu

scrupuleux, et du fonctionnement de [Facebook](#), plutôt que d'une supposée influence étrangère.

Par ailleurs, l'approche globalement positive de la Russie en Italie semble moins venir d'une quelconque manipulation que d'une compréhension claire de ce que sont les intérêts nationaux italiens. L'Italie a besoin du gaz russe, et les sanctions de l'UE contre la Russie ont eu un impact négatif sur son commerce extérieur.

*Les conséquences d'une politique américaine qui n'inspire confiance ni en Italie, ni dans le reste de l'Europe*

Cette tendance à la russophilie peut aussi se comprendre, quand on regarde l'Amérique actuelle. Les prises de position à l'emporte-pièce de Donald Trump, le questionnement qu'on peut légitimement avoir sur la fiabilité de l'alliance américaine suite à ses critiques contre [l'OTAN](#) et [l'Union Européenne](#). Que veut dire la notion même d'Occident, notamment par défiance face à Moscou, quand l'allié américain s'est choisi un tel président ?

En fait, pour l'Italie comme pour l'Europe de l'Ouest en général, le questionnement pourrait même avoir commencé plus tôt. Critiquer l'administration Trump sans prendre en compte qu'elle a été « préparée », de fait, par les deux mandats donnés par le peuple américain à W. Bush, c'est ne pas comprendre le cœur du problème dans les relations inter-occidentales post-Guerre froide. Depuis la fin de la Guerre froide, l'Amérique a agi comme une « Hyperpuissance » unilatérale, imposant sa vision du monde même à ses alliés. C'est donc tout naturellement que les États-Unis, sous W. Bush, ont décidé des actions à mener lors de la fameuse « guerre contre le terrorisme », et ont mené une « guerre de choix » en Irak. Délaissant par la même occasion la guerre nécessaire d'Afghanistan. Pays qui est dans une situation tragique à cause de la politique américaine aujourd'hui. Certes, des États d'Europe centrale et orientale, qui ont une relation plus difficile avec la Russie, ont accepté cette politique américaine, considérant que c'était le prix à payer pour la protection militaire de Washington. Mais pour les Européens de l'Ouest, cette approche a toujours été un problème : pas forcément pour nos élites, très américanophiles, mais pour nos intérêts économiques et sécuritaires, telles que perçues par une partie non négligeable des populations. Ainsi si le pouvoir politique français s'est opposé à la guerre en Irak, c'est non seulement par conviction gaulliste, mais surtout parce que la pression populaire montrait clairement ce que le peuple voulait. Même si certaines élites pro-américaines ont préféré considérer l'époque W. Bush (tout de même deux mandats) comme une regrettable parenthèse dans l'Histoire des États-Unis, force est de constater que l'élection de Trump leur a donné tort.

Et quand on examine plus en détail la politique menée sous le président Clinton, et celle que voulait mener Hillary Clinton si elle était arrivée au pouvoir, force est de constater que l'agressivité militaire et le désir d'unilatéralisme sont une tendance lourde dans la logique américaine post-Guerre froide. Donc le rejet populaire italien des États-Unis, au profit de la Russie, mis en avant par le [New York Times](#), n'est pas totalement une surprise. L'Amérique post-guerre froide, par sa politique étrangère, s'est aliéné dans le temps une partie non négligeable des Européens, qui pouvaient se sentir plus « Occidentaux » pendant la Guerre froide face à l'ennemi soviétique.

*Besoin, plus que jamais, de promouvoir la notion d'une Europe plus forte, plus ambitieuse en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle*

Plus largement, pour les Italiens, mais aussi pour les Français et bien des Européens de l'Ouest, la Guerre froide est terminée : la Russie n'est plus le danger principal pour notre sécurité. Le danger pour le citoyen ouest-européen, aujourd'hui, c'est Daech, pas l'armée russe. Logique de bon sens, mais qui pourrait devenir aussi simpliste que l'approche pro-américaine passée : l'emploi de la force, directement ou indirectement, dans les cas ukrainien et géorgien, la vision de l'UE comme une entité ennemie, et la vision géopolitique russe elle-même parfois dominée par une logique de « Guerre froide » devraient nous forcer à éviter de passer d'une vision pro- « occidentale » à une approche forcément angélique et russophile sur tous les sujets associés à Moscou.

En fait, qu'il s'agisse des Russes ou des Américains, pour nous, Européens, au 21<sup>ème</sup> siècle, ce seront parfois des partenaires, et parfois des compétiteurs. S'ils mènent une politique agressive sur notre sol (celui de l'ensemble de l'Union), s'ils nous espionnent, eux ou d'autres, il est dans notre intérêt de les contrer. Et quand nous avons des intérêts communs, il faut être prêt à travailler ensemble. Le danger de ce qui se passe en ce moment en Italie, c'est de voir les forces politiques qui l'ont emporté lors des dernières élections faire la même erreur que les « atlantistes » mais cette fois en regardant à l'Est plutôt qu'à l'Ouest. Il faut certes des relations apaisées avec la Russie ; cela ne doit vouloir dire se mentir à nous-mêmes face aux problèmes et aux tensions qui peuvent exister entre le Kremlin et l'Europe. Bien entendu, la meilleure diplomatie européenne face à la Russie ne peut se faire que dans le cadre d'une Europe forte. Sans doute plus fédérale, et sérieuse dans la construction d'une défense européenne autonome des États-Unis. Nous devons prouver au Kremlin que nous ne sommes pas de simples « auxiliaires » de Washington, et encore moins dans une logique de nouvelle Guerre froide qui n'aurait aucun sens. Mais nous devons aussi faire comprendre à notre voisin russe qu'une politique agressive à notre égard provoquera une réponse coordonnée et forte de tous les Européens.

C'est ce discours clair que les pro-Européens devraient tenir. Celles et ceux qui se laissent aller à une logique anti-russe sont dans l'erreur : ils rejouent une « guerre froide » qui n'est pas dans notre intérêt. Et surtout, ils ne contrent pas efficacement les « russophiles » comme ceux de la Ligue du Nord ou du Mouvement 5 Etoiles qui, eux aussi, se trompent en cherchant hors d'Europe un allié et protecteur. Dans ces deux camps, on reste dans l'idéologie, plus que dans la compréhension de la géopolitique contemporaine : avec la fin de la « guerre froide », l'époque des « grands frères », à l'Est comme à l'Ouest, est révolue. Il y aura, dans cette première moitié du 21<sup>ème</sup> siècle, des États, voire des ensembles assez forts pour projeter leur influence à l'extérieur. Et il y aura des pays qui n'auront comme possibilité que de se choisir un protecteur. Celles et ceux qui se sentent russophiles en regardant Poutine voient surtout la force et l'indépendance face aux États-Unis. Ils ne sont pas forcément anti-démocratie à l'occidentale, ou anti-UE. Proposons-leur un projet d'Europe forte, d'Europe puissance, et ils écouteront. Comme beaucoup d'autres dans la population d'ailleurs.

Si les pro-Européens se montrent incapables d'offrir ce rêve, réalisable, de grandeur pour notre avenir commun, alors, ils devront se préparer à vivre un raz-de-marée populiste dans les années à venir. Raz-de-marée qui sera peut-être soutenu par Vladimir Poutine, mais qui

ne sera pas de son fait : ce sera l'erreur de pro-Européens trop mous ou trop atlantistes, qui n'auront pas été capables d'offrir un nouveau « Rêve Européen » à nos concitoyens.